

Brochure n° 3137

Convention collective nationale

IDCC : 614. – **INDUSTRIE**
DE LA SÉRIGRAPHIE
(9^e édition. – Août 2004)

AVENANT DU 5 OCTOBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : *ASET0551312M*
IDCC : 614

Consécutivement à la présentation des données socio-économiques de la branche et à la négociation annuelle relative aux salaires minima conventionnels, les parties signataires décident de revaloriser les salaires mensuels minima conventionnels tels que résultant de l'accord professionnel du 10 février 2005.

Elles entendent insister sur les principes généraux d'égalité qui doivent guider les politiques de rémunération.

A cet effet, elles rappellent tout particulièrement qu'au titre de l'article L. 140-2 du code du travail :

- les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes.

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima

Les salaires mensuels minima conventionnels visés par l'accord sur les classifications professionnelles du 13 juin 2003 sont revalorisés comme suit :

A compter du 1^{er} janvier 2006 :

Position A :	1 218 €
Position B :	1 263 €
Position C :	1 353 €
Position D :	1 488 €
Position E :	1 667 €
Position F :	1 870 €
Position G :	2 071 €
Position H :	2 476 €
Position I :	2 981 €

A compter du 1^{er} juillet 2006 :

Position A :	1 218 €
Position B :	1 275 €
Position C :	1 364 €
Position D :	1 498 €
Position E :	1 671 €
Position F :	1 874 €
Position G :	2 076 €
Position H :	2 482 €
Position I :	2 989 €

Article 2

Réunion de suivi et de négociation

Il est convenu que la délégation patronale organisera une réunion paritaire sur les salaires mensuels minima conventionnels après le 1^{er} juillet et avant la fin de l'année 2006.

Article 3

Procédure de dépôt et d'extension

Le présent accord fera l'objet de la même publicité que la convention collective nationale. Il sera déposé à la direction départementale du travail et de

l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par les articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

La partie patronale s'emploiera à obtenir son extension conformément à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 5 octobre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Groupement professionnel de la sérigraphie française.

Syndicats de salariés :

Fédération de la communication CFDT ;

Fédération FO du livre ;

Fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC ;

Fédération CFE-CGC.